

Prestations d'adaptation pour les travailleurs

M. McDermid: Ce n'est pas un rappel au Règlement.

M. Crosbie: Le ministre de l'Expansion économique régionale est plus souvent absent que présent à la Chambre. Il suffit de vérifier le hansard depuis le début de la session, l'automne dernier, pour constater qu'il n'est jamais ici pour répondre aux questions. Il a peur d'être obligé d'y répondre.

Au lieu d'essayer de favoriser l'expansion économique des régions, le ministre refuse de signer huit accords du MEER avec le gouvernement de Terre-Neuve. Le premier ministre provincial n'arrive pas à joindre le ministre pour obtenir la signature de ces ententes. La semaine dernière, le ministre a fait annoncer par le représentant du district, le député de Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe (M. Tobin), que les fonds excédentaires relatifs à une entente du MEER seraient dépensés à Corner Brook, alors que c'est là que cet argent devait être dépensé de toute façon en vertu d'une entente que j'avais moi-même signée avec la province en 1979. Le gouvernement s'efforce délibérément de ne pas signer les ententes du MEER avec Terre-Neuve. Le gouvernement veut ainsi faire augmenter le taux de chômage dans la province et accroître les pressions économiques exercées sur le gouvernement de Terre-Neuve pour le forcer à céder au gouvernement fédéral et à renoncer à ses objectifs et à son indépendance.

En même temps qu'il présente ce bill palliatif, qui lui donne d'ailleurs beaucoup trop de latitude pour désigner des industries et des régions, ce qui fait que certains facteurs politiques risquent d'influer sur ses décisions, le gouvernement a entrepris une campagne pour affaiblir Terre-Neuve grâce aux pouvoirs qu'il y possède au lieu de créer des emplois et de favoriser l'expansion économique de cette région. Je pourrais continuer longtemps là-dessus et je donnerai d'ailleurs d'autres exemples de ce qui se passe là-bas dans quelques instants.

Au moment de sa conférence de presse de Toronto, le premier ministre n'était pas premier ministre. Il était beaucoup plus humble à cette époque. Ce n'était pas l'homme arrogant fasciné par la constitution que nous avons vu à la Chambre ces derniers mois. L'empereur s'amuse pendant que le Canada s'en va à la ruine. Il est obsédé et constipé par la constitution. Le gouvernement n'a fait que s'occuper de la constitution, et il a laissé l'économie aller à la dérive. Voici le cinquième volet de sa déclaration:

● (1520)

... le parti libéral s'engage à promouvoir la dignité et la sécurité des Canadiens.

Comment? Il ne l'a pas dit. Il ajouta ceci:

Il faut sanctionner le droit de tous les Canadiens d'avoir un emploi

Voilà ce que le premier ministre a promis pendant cette campagne. Il a dit: «Il faut sanctionner le droit de tous les Canadiens d'avoir un emploi». Que se passe-t-il en réalité à l'heure actuelle? Il suffit de lire un journal n'importe quand pour le savoir, M. l'Orateur. Durant la semaine se terminant le 4 novembre, il y avait 979,000 chômeurs et le taux de chômage était de 8.2 p. 100 au Canada. A Terre-Neuve, c'est-à-dire dans ma province, le taux de chômage était de 15.3 p. 100, et il s'agit du taux officiel. En réalité, de 25 à 30 p. 100 de la population active de Terre-Neuve était sans emploi.

Statistique Canada reconnaît qu'il y a au Canada 348,000 chômeurs inconnus dont les statistiques ne tiennent pas compte pour la bonne raison qu'ils ont cessé de chercher un emploi. Il

n'y avait pas d'emplois et ils ont par conséquent cessé d'en chercher un. C'est à Terre-Neuve que le chômage est le plus élevé. Le taux d'activité a fléchi le mois dernier. La population active a diminué de 50,000. Si ces 50,000 personnes avaient continué à faire partie de la population active, le taux rectifié aurait été de 8.6 p. 100. D'après les statistiques du 4 novembre, il y avait 928,000 personnes sans emploi.

Le ministre des Finances (M. MacEachen), qui vient de présenter son budget, a-t-il de l'espoir pour l'avenir? Non. Il prévoit que le taux de chômage moyen sera de 7.2 p. 100 pour cette année. L'année prochaine, après la mise en application de son fameux budget, si jamais il entre en vigueur un jour, le taux de chômage devrait être de 7.8 p. 100, d'après lui, et il devrait atteindre 8.3 p. 100 en 1983.

D'après M. Roy Phillips, porte-parole de l'Association des manufacturiers canadiens, plus de 140,000 travailleurs ont perdu leur emploi dans les fabriques canadiennes depuis trois mois. L'hiver va être long et rigoureux selon le porte-parole des 8,000 manufacturiers. D'après le ministère du Travail de l'Ontario, 67 usines de la province ont déjà fermé leurs portes, dont 34 dans la région de Toronto. Quatre-vingt-neuf autres usines ont réduit leurs activités. Et la liste continue.

C'est à Terre-Neuve que la situation de l'emploi est la plus alarmante du Canada. Or les libéraux, plutôt que de chercher à venir en aide aux Terre-Neuviens et à aider le gouvernement provincial à surmonter cette pénible situation, ont, de propos délibéré, réduit le niveau d'emploi à Terre-Neuve en coupant complètement les vivres à un chantier naval fédéral de Saint-Jean et en refusant de signer des ententes par le truchement du MEER. Le gouvernement fédéral a en effet refusé de conclure une entente et d'affecter des crédits au réseau de transport de Terre-Neuve. Il s'emploie maintenant à supprimer ou tout au moins à réduire le service de traversiers assurant la navette entre North Sydney et Argentia. Le service sera en effet réduit de moitié l'an prochain puisqu'un des deux traversiers sera supprimé. Cette mesure ne fera qu'aggraver le chômage dans la région d'Argentia, où le taux de chômage est déjà l'un des plus élevés de toute la province de Terre-Neuve. Voilà ce que préconise le premier ministre.

Examinons de plus près cette hypocrisie. Le gouvernement au pouvoir est l'un des plus hypocrites et des plus pusillanimes qui ait jamais dirigé le Canada, et j'estime pour ma part que le premier ministre est le plus répréhensible. Voici ce qu'il a déclaré, d'après un article paru dans le *Star* de Toronto du 24 avril 1980:

—il est plus important de créer des emplois et d'assurer la croissance de l'économie que de réduire le déficit fédéral.

Il n'a de toute évidence pas passé le mot à M. MacEachen. Le premier ministre a également déclaré ceci:

«Nous ne sommes pas obsédés par le déficit comme l'était le gouvernement de M. Clark», a dit hier M. Trudeau à sa conférence de presse hebdomadaire.

«Nous n'allons pas réduire le déficit, aux dépens de la création d'emplois.»

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre, je vous prie. Je demande à tous les députés de respecter le Règlement et de ne pas désigner les autres députés par leur nom mais plutôt par le poste qu'ils occupent, leur titre, leur ministère ou le nom de leur circonscription. Je prie tous les députés de se conformer à cette règle.